

BULLETIN CRITIQUE

HISTOIRE GÉNÉRALE

JUAN AGUSTIN GARCIA, *hijo*, **La Ciudad indiana (Buenos-Aires desde 1600 hasta mediados del siglo XVIII)**. Buenos-Aires, Angel Estrada y Cia, 1900, 375 pp. in-8°. — Ce livre, qui est l'œuvre d'un juriste doublé d'un économiste, mais que la lecture de Fustel de Coulanges a initié à la méthode historique, nous expose la formation de la ville de Buenos-Aires. L'auteur ne dépasse pas le milieu du XVIII^e siècle et il commence avec l'épanouissement du système espagnol; toutefois, dans quelques chapitres préliminaires, il étudie l'origine de la colonisation, les contacts entre indigènes et *conquistadores* et présente un tableau fort intéressant de cette nouvelle féodalité instituée sur le sol du Nouveau Monde, avec ses *encomiendas*, véritables liefs, et ses *mitayos* correspondant à nos serfs. La fondation de la cité et sa première organisation administrative, l'antagonisme des diverses races (indigènes, créoles, Espagnols), la famille, la religion, l'industrie, le commerce, la monnaie, tout cela est passé en revue dans les chapitres suivants qui nous conduisent jusqu'à l'établissement de la cité-capitale avec tous ses organes. La dernière partie de cette monographie est consacrée au prolétariat des campagnes, à l'administration de la capitale, au rôle social et politique de l'Eglise et à la caractéristique des missions.

L'information étendue de l'auteur semble solide et puisée aux meilleures sources; elle est en outre très suffisamment digérée. En un mot, l'on garde de cette lecture l'impression d'une œuvre pensée et fort bien composée, qui rendra de très bons services, surtout en Europe, à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire économique et sociale d'une partie de l'Amérique du Sud dont le développement ininterrompu et croissant mérite certainement l'attention. — A. M.-F.

HISTOIRE RELIGIEUSE

ET HISTOIRE DES IDÉES

L. SALEMBIER, **Le Grand Schisme d'Occident** (*Bibliothèque de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique*), Paris, Lecoffre, 1900, xii-430 p., 12°. — M. Salembier a abordé, avec beaucoup de courage et la très ferme intention d'être impartial, l'étude de l'une des périodes les plus troublées de l'histoire ecclésiastique, de celle qui, depuis l'avènement de la papauté, est peut-être la plus troublante pour un historien fermement attaché à la foi catholique romaine. L'auteur est professeur d'his-

toire ecclésiastique à l'Université catholique de Lille. Il en résulte que la préoccupation fondamentale qui inspire et soutient toute son exposition des événements, c'est le besoin de reconnaître lequel des deux papes nommés en 1378 est le chef légitime de l'Eglise, celui de Rome, Urbain VI, ou celui d'Avignon, Clément VII. Or, il est clair qu'ils ne sont légitimes ni l'un ni l'autre, et qu'à vouloir maintenir la succession apostolique romaine régulière et légitime dans cette période essentiellement révolutionnaire on s'attaque à un problème insoluble de par ses données mêmes. M. Salembier se prononce en faveur d'Urbain VI, mais il a la loyauté de reconnaître que l'on pouvait s'y tromper. En fait le concile de Constance trancha le différend en renvoyant dos à dos les divers papes rivaux et en instituant, de par son autorité souveraine de concile général, un nouveau pape unique, seul légitime, Martin V, lequel fut élu par un collège composé non seulement des vingt-trois cardinaux présents, mais encore de trente autres prélats, choisis à raison de six par nation.

L'ouvrage de M. Salembier a donc, à un certain degré, un caractère apologétique, de cette apologétique nouvelle, mieux appropriée aux conditions des études modernes que l'ancienne qui consistait à passer sous silence les faits déplaisants ou à les altérer de manière à les rendre méconnaissables. L'érudit professeur de l'Institut catholique ne dissimule rien ; il interprète, c'est son droit et personne ne l'accusera de cacher les principes que lui dictent ses interprétations dans les cas embarrassants. Il étale à toutes les pages de son livre son aversion profonde pour les principes ecclésiastiques du gallicanisme.

Je ne pense pas qu'il soit interdit de faire ainsi de l'histoire au profit d'une idée, à condition que le lecteur soit averti. Ce qui me paraît plus grave et ce qui est, à mon sens, inconciliable avec l'histoire, c'est de raconter les événements des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles en se plaçant au point de vue du catholicisme romain tel qu'il existe au ^{xix}^e siècle, et de laisser croire à ses lecteurs — sans doute parce qu'on le croit soi-même — que la thèse de la souveraineté et de l'infailibilité des papes était article de foi pour les chrétiens du moyen âge. Traiter de rebelles les chrétiens de Byzance, c'est un anachronisme, alors qu'ils n'avaient jamais connu un droit quelconque de l'évêque de Rome à gouverner souverainement l'Eglise. « Ce qui nous a frappé surtout, dans l'étude que nous avons » faite de cette époque troublée, écrit M. S., p. 10, c'est l'ignorance ou la » méconnaissance du pouvoir pontifical, de ses bases, de sa force, de ses » privilèges ; c'est l'oubli pratique de la constitution même de la souve- » raineté spirituelle. » A lire M. S. on croirait que le pouvoir pontifical, tel qu'il est sorti justement de l'évolution ecclésiastique des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles et surtout de la Contre-Réformation, existait et était généralement reconnu par tout bon catholique avant le schisme d'Avignon. Cette manière de voir les événements du passé à travers des conceptions modernes fausse complètement les perspectives de l'histoire. Tant que les apologètes voudront retrouver la papauté du concile du Vatican dans l'antiquité chrétienne ou même le moyen âge ecclésiastique, ils seront obligés de faire violence à l'histoire. La véritable apologétique, ce me

semble, consisterait à montrer l'évolution lente, mais continue, qui, à travers mille crises et mille vicissitudes, a abouti à la proclamation définitive de la souveraineté et de l'infailibilité du pape. Le Concile de 1870 est un *terminus ad quem*, auquel les papes tendaient depuis très longtemps, mais auquel l'Église catholique romaine n'a adhéré qu'à une époque rapprochée de nous.

Mais je sors assurément de mon rôle en traçant aux historiens ultramontains des plans d'histoire apologétique. — JEAN RÉVILLE.

GASTON PARIS, **François Villon** (*Les grands écrivains français*), Paris, Hachette, 1901, 190 pp. 16°. — Que ce livre du maître des études romanes soit à la fois d'une irréprochable science et d'un intérêt très vif, c'est ce qu'il est à peine besoin de dire : on y trouvera, en moins de deux cents pages, tout ce qu'il a été possible de savoir jusqu'à présent sur la vie étrange de Villon et, en même temps qu'une analyse et une chronologie tout à fait vraisemblable de ses œuvres, une étude sommaire mais précise des rapports que ces œuvres soutiennent avec celles des poètes qui l'ont précédé et qui l'ont suivi.

Mais ce que nous devons tout particulièrement faire ressortir dans cette *Revue*, c'est que ce petit livre n'est pas un simple travail d'histoire littéraire : il renferme de nombreuses pages de psychologie concrète. M. G. P., avec beaucoup de soin et de pénétration, a distingué, de ce qui dans la poésie de Villon est mécanique et traditionnel, ce qui est original, ce qui fait de lui non seulement un vrai poète, mais le premier des poètes modernes. « Aucun poète ne s'était encore avisé de se prendre lui-même pour le sujet central de son œuvre » (p. 151) : comme un Heine, ou un Musset, ou un Verlaine, il a « offert son cœur en pâture aux autres hommes ». Les vers de cet « impulsif » (p. 80) passent du rire aux larmes : « Je ris en pleurs » est sa devise. A l'émotion il joint l'humour et la fantaisie ; et il a encore le don du « réalisme pittoresque » (pp. 139, 154). — Il a donné à son siècle la seule vraie poésie que celui-ci pût avoir. M. G. P. a montré dans un admirable raccourci de psychologie sociale (pp. 76-78, 161-162) les caractères de ce temps, où la moralité publique était tombée si bas, où le sentiment religieux était si puissant, où, la morale civile ou mondaine n'étant pas encore séparée de la morale religieuse, « ce que nous appelons honneur n'existant pas ou étant à peine distinct », toutes les fautes qui portaient contre un des commandements de Dieu étaient égales et pouvaient faire naître des remords égaux. La poésie de Villon, sans grandeur morale, sans haute inspiration, sans ombre de sentiment de la nature, par l'expression sincère et simple des bons et des mauvais instincts en lutte, par la peinture de la ville et des mœurs populaires, a le double intérêt d'être belle et d'être représentative. — H. B.

The principles of human knowledge by GEORGE BERKELEY, Chicago. (The open court publishing company, 1901.) — Cet ouvrage fait

partie d'un ensemble de publications comprises sous le titre général : *The religion of science library*. Il s'est suivi des *Dialogues entre Hylas et Philonoüs*, du même auteur. Le nom de Berkeley est populaire dans les milieux intellectuels d'Amérique. On sait que le grand métaphysicien irlandais fit un assez long séjour en Rhode Island, dans le dessein généreux et chimérique de fonder un grand établissement d'instruction où les jeunes indigènes recevraient la culture européenne. Le projet ne put aboutir. Par contre, Berkeley obtint ce résultat imprévu de se créer, sous ce nouveau ciel, des adeptes ingénieux et pénétrants, les seuls disciples authentiques qui aient subi son action directe : Samuel Johnson et Jonathan Edwards.

Le traité inachevé qui porte le titre de : *Principes de la connaissance humaine* marque un moment décisif dans la carrière philosophique du théoricien de l'Immatérialisme. Dans son premier ouvrage, *Essai sur une nouvelle théorie de la vision*, Berkeley ne s'était proprement attaqué qu'à un problème spécial de psychologie, celui de la relation entre la vue et le toucher dans la perception extérieure. On sait comment il l'avait résolu : en établissant que la vue n'a point, par elle-même, de représentations spatiales, mais est seulement susceptible d'impressions subjectives, qui, toutefois, sont aptes elles-mêmes à nous symboliser les perceptions tactiles et motrices. L'Essai n'allait pas plus loin. En l'achevant, le lecteur pouvait se persuader que les informations du tact étaient du moins nettement objectives, qu'elles nous faisaient atteindre, en son fonds solide, la réalité matérielle extérieure. Avec le traité des *Principes*, nous apprenons à dépasser cette position toute provisoire. Le raisonnement de l'Essai s'y trouve généralisé et la conclusion en est étendue à toutes nos perceptions, quelles qu'elles soient. Toutes, en effet, de quelque sens qu'elles émanent, ne consistent qu'en des *idées*, non pas représentatives, mais présentatives, attendu que le réel matériel n'est rien en dehors d'elles et que leur totalité, présente, future et possible, compose l'intégralité de l'univers. La vieille hypothèse d'une matière existante par soi, indépendamment de nos perceptions, ne résulte que de l'erreur obstinée dont Locke, sans s'en rendre compte, avait été un protagoniste : celle qui consiste à tenir pour réelles les abstractions. Le nominalisme est à la base de la doctrine berkeleyenne. Une fois le nominalisme posé, l'idée de matière n'a plus de support. Il faut chercher ailleurs, à savoir dans l'esprit qui perçoit, l'axe de la réalité.

Cette théorie du traité devait être reprise, affinée, défendue contre les objections, dans les *Dialogues entre Hylas et Philonoüs*, qui parurent trois ans plus tard. Mais on peut dire que le Traité renferme tout l'essentiel du premier Idéalisme berkeleyen. Du premier, disons-nous : en effet, l'on n'ignore pas que, durant la dernière partie de la vie de son auteur, le système devait subir des modifications graves dont l'ouvrage intitulé par lui : *Siris*, permet de mesurer l'étendue.

La petite édition des *Principes*, parue cette année même à Chicago, est légère et maniable. L'éditeur l'a fait précéder de quelques pages, forcément un peu superficielles, où la doctrine est résumée et où se trouve

esquissée une réfutation des critiques auxquelles elle a le plus fréquemment donné lieu. Cette introduction, d'une bibliographie très incomplète, n'en est pas moins de nature à rendre à l'étudiant en philosophie d'incontestables services. — GEORGES LYON.

HENRY MICHEL, *La Doctrine politique de la démocratie*, Paris, Colin, 1901, 64 pp. 16°. — M. Henry Michel, dans cet opuscule tout plein de choses, s'est proposé « d'établir qu'il est nécessaire à la démocratie républicaine d'avoir une doctrine politique ; de montrer comment il se fait que, les éléments de la doctrine démocratique ayant été produits depuis longtemps, l'élaboration n'en soit pas encore achevée ; d'esquisser, enfin, les grandes lignes de cette doctrine ».

« Nous n'avons pas ici à exposer, à discuter la doctrine : mais sur deux points cette brochure intéresse la *Revue*. M. H. M. ; en quelques pages (15-23), ébauche l'histoire de l'idée démocratique depuis le XVIII^e siècle, et ingénieusement il montre comment au XIX^e l'évolution de la démocratie a été si rapide que « la théorie s'est trouvée en retard sur les faits ». Dans ce résumé vigoureux on entrevoit la sûre connaissance que possède M. H. M. de l'histoire des idées politiques en France. D'autre part, on y trouve la préoccupation de démêler « la vraie direction de l'histoire » (p. 44) et de faire dans l'histoire une part, une « large part » (p. 62) aux idées. « Cette vue n'est pas acceptée de tous. Elle a même de nombreux contradicteurs » (*ibid.*) : nous la croyons légitime, et une partie de notre programme consiste précisément à déterminer, s'il est possible, ce rôle des idées dans le gouvernement du monde. — H. B.
